

## **Carte blanche RTL radio du 27 mars 2017**

Michel Maquil, Président de InFiNe.lu

### **Version française**

La récente crise migratoire a suscité beaucoup d'inquiétudes en Europe. Même si le nombre de réfugiés qui affluent vers nos pays a pu être sensiblement réduit, les problèmes à l'origine de ces migrations - notamment au Moyen-Orient - sont loin d'être résolus.

Outre la situation au Moyen-Orient, il faut tenir compte des difficultés auxquelles l'ensemble du continent africain fait face. La population de ce continent, qui compte actuellement 1,2 milliard d'habitants devrait doubler au cours des 30 prochaines années et dépasser largement la barre des 2 milliards de personnes, une situation qui représente un défi de taille pour les pays africains.

Cette croissance démographique est à l'origine de l'arrivée de millions de jeunes sur le marché du travail chaque année. Malheureusement, les pays africains enregistrent une croissance économique beaucoup trop faible pour être en mesure de proposer un emploi à tous ces jeunes. Rien qu'en Afrique, il faudrait créer quelque 18 millions de nouveaux emplois pour répondre de manière plus ou moins satisfaisante à cette demande. D'après un cabinet de conseil international, au cours des cinq dernières années, seuls 4,1 millions d'emplois ont été créés par an.

L'absence de perspectives d'emploi pour des millions de jeunes Africains a des conséquences désastreuses et entraînera son lot de famine, d'épidémies, de violence et de guerres. Le risque est grand qu'un nombre important de personnes quittent leur pays pour venir frapper aux portes de l'Europe dans l'espoir de pouvoir y construire un avenir meilleur.

Après tout, quelle autre destination pourraient-ils choisir ?

Si l'Europe souhaite éviter un afflux massif de réfugiés en provenance d'Afrique, des mesures ciblées et coordonnées se fondant sur trois axes-clés doivent être mises en place sur le continent.

Tout d'abord, tout doit être mis en œuvre pour combattre efficacement la corruption en Afrique. Ainsi, les ressources budgétaires limitées dont disposent les pays africains doivent être davantage employées pour venir en aide aux citoyens qui en ont le plus besoin. Dans ce contexte, une plus grande transparence des transactions financières peut contribuer à changer la donne.

Ensuite, la politique de développement doit donner priorité à l'éducation et la formation de l'ensemble de la population. Il faut agir à toutes les échelles pour améliorer l'éducation des enfants, des adolescents et des adultes et augmenter le niveau de formation de la population entière. L'Asie a bien montré que l'élévation du niveau d'éducation de l'ensemble de la population se traduisait automatiquement par une diminution du rythme de la croissance démographique.

Enfin, des efforts supplémentaires doivent être consentis pour concilier croissance économique et évolution démographique.

Les États membres de l'Union européenne doivent coordonner leurs politiques nationales et les adapter à ces défis de taille. Il convient d'élaborer une politique de développement commune ambitieuse et cohérente.

D'ailleurs, au vu de sa position géographique et de son action sur le continent africain, l'Europe est la région qui, à terme, profiterait le plus d'un essor en Afrique.

Il faut agir avant qu'il ne soit trop tard.